



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Mel : unsen@cgteduc.fr - Site : www.cgteduc.fr

Open badges : le mépris comme récompense.

Nous avons pris connaissance il y a quelques jours d'une initiative ministérielle déclinée dans plusieurs académies appelée « *Open badges* ». Cette initiative vise à récompenser et valoriser les personnels qui ont su, au cours de la crise sanitaire, développer des compétences particulières (principalement numériques) afin de mettre en place et gérer la fameuse « *continuité pédagogique* » tant vantée par notre ministre.

Le ministre profite de la crise sanitaire pour développer et généraliser l'usage du numérique et l'enseignement à distance. La CGT Éduc'action rappelle que la fracture numérique, corolaire des inégalités sociales, touche particulièrement les élèves des milieux défavorisés. Pour nous, rien ne peut remplacer l'enseignement en présentiel.

Pour la CGT Éduc'action, cette initiative « *Open badges* » n'est pas une simple opération de communication. Avec ce dispositif, le ministre de l'Éducation nationale franchit un nouveau cap dans l'introduction d'une forme inacceptable de management issue des pires logiques libérales. Cette nouvelle organisation, en lien avec le nouveau principe d'évaluation des personnels, va renforcer l'individualisation des carrières et des parcours, mettre en concurrence les collègues et fragiliser davantage les cadres de gestion collective des personnels tout en instaurant des évolutions de carrière qui ne coûteront rien financièrement à l'institution. Nous dénonçons cette volonté constante de démantèlement du système public d'Éducation.

Alors que le confinement a démontré que sans l'engagement des personnels de la Fonction publique, la crise n'aurait pas pu être surmontée, les agent-es de l'Éducation nationale ont subi une campagne intolérable et injuste de « *prof bashing* ». La CGT Éduc'action a dénoncé publiquement ces attaques.

Face à ce mépris, les personnels et la CGT Éduc'action exigent du ministre et du gouvernement d'autres types de valorisation de leur engagement professionnel que ces badges, ou autres médailles comme celles distribuées aux personnels de santé. Ils exigent surtout des augmentations salariales immédiates (400 euros/mois en rattrapage du pouvoir d'achat perdu ces dernières années et dégel du point d'indice) et une amélioration de leurs conditions de travail.

Montreuil le 1^{er} juillet 2020